

## DOSSIER DOCUMENTAIRE

### 1) - MESURES DE PROTECTION: L'EXEMPLE ALPIN, PLUS DE PROBLÈMES QUE DE SOLUTIONS ...

**Ours, loups, les mesures de protection proposées sont les mêmes. Dans les Alpes, face aux loups, un bilan scientifique des conséquences de ces mesures est très inquiétant pour les Pyrénées face aux ours, alors que l'on sait que les loups sont déjà là eux aussi de façon sporadique**

« *Loup-Elevage. S'ouvrir à la complexité... Le point sur 4 années de recherche sur les systèmes d'élevage en montagnes méditerranéennes confrontés à la prédation* », sous ce titre viennent de paraître les actes du séminaire technique organisé entre autres par le Centre d'Etudes et de Réalisation Pastorales Alpes-Méditerranée (CERPAM) : 25 articles de scientifiques (écologues, sociologues ...) et techniciens spécialisés, dont la lecture est indispensable si l'on veut justement « *s'ouvrir à la complexité* » de la confrontation entre retour des grands prédateurs et pastoralisme (\*).

Dans les Alpes, on est passé d'environ 50 attaques de loups et 200 victimes en 1994, à 950 attaques et plus de 3700 victimes en 2005 (chiffres p.141). L'expérience des éleveurs et transhumants alpins, confrontés depuis 14 ans au retour des loups, est donc essentielle pour les Pyrénéens menacés par les ours importés, et déjà par le retour des loups.

Nullement polémiques, ces articles répondent aux critères d'objectivité que l'on attend de travaux scientifiques. C'était d'autant plus une nécessité qu'il ne s'agissait pas, ici, de prendre position pour ou contre, mais de réfléchir aux solutions, et, pour être efficaces, celles-ci ne peuvent reposer que sur une analyse objective, neutre, des conditions propres à chaque alpage concerné. Tous les auteurs partent de la réalité suivante: dans une situation imposée où :

- a) les loups sont là, et leur territoire s'étend,
- b) les autorisations de tir sont données au compte goutte et non sans grandes difficultés,
- c) de nombreux facteurs rendent difficile l'analyse « à froid » de la situation: pression et poids médiatique d'associations de défense des prédateurs bien implantées au niveau même du Ministère concerné, urgence de la situation, forte charge émotionnelle pour tous les acteurs impliqués,

dans un tel contexte il est bien évident que les territoires et les victimes du prédateur ne peuvent rester les bras croisés en l'attente d'un miracle qui ne viendra jamais.

Scientifiques et techniciens ont donc cherché avec toutes les parties concernées des solutions permettant d'éviter les dégâts. Prise en compte des techniques promues par le « plan-loup » du Ministère (identiques à celles du « plan-ours »), recherches portant à la fois sur le comportement du prédateur, celui des troupeaux, les modes de gardiennage, les besoins et nécessités zootechniques, les conditions de travail, les milieux concernés, c'est cet ensemble très riche, exhaustif, que les auteurs exposent pour en tirer un bilan et poser des questions. Disons-le tout de suite, leur lecture laisse non pas cette impression mais cette certitude : mission impossible, et pour plusieurs raisons.

Chercher à cohabiter s'apparente d'abord à un vrai travail de Sysyphe. Comme l'indique I. Mauz, sociologue au CEMAGREF: « *Les réponses que l'on peut apporter aux risques de prédation ne sont pas plus définitives qu'extrapolables /.../ ce qui convient ici ne conviendra pas nécessairement ailleurs, ce qui réussit aujourd'hui ne réussira pas nécessairement demain: il n'existe pas à ce jour de modèle valable partout et toujours /.../* » (page 163). La tâche que l'on croit accomplie, la solution que l'on croit trouvée, sont sans cesse à refaire, repenser, nulle certitude, nulle assurance, nulle tranquillité.

Au point que, sur certains alpages, les transhumants ... ne transhument plus, ou pour des périodes plus courtes, ou en gardant chez eux le cheptel le plus vulnérable, les « *tardons* », agneaux de printemps élevés traditionnellement sous la mère puis en alpage. Ils les engraisent alors chez eux, doivent à cet effet acheter la nourriture nécessaire, et le produit, moins « naturel », en perd sa spécificité.

Dépense supplémentaire et manque à gagner qu'aucun « plan-loup » ne finance bien sûr (pp. 150-161, un article intitulé « *Indemnisation des pertes et évaluation des coûts réels* » s'achève ainsi : « *le principe de l'indemnisation forfaitaire n'est pas adapté /.../ le champ de l'indemnisation ne peut à lui seul couvrir l'ensemble des pertes liées à des attaques de loup* »).

La recherche de solutions repose sur l'établissement d'un « *diagnostic de vulnérabilité* » d'une grande complexité car il doit chercher à identifier tous les paramètres différents caractéristiques à la fois de chacun des alpages, et des différents secteurs de chacun d'entre eux. Ce diagnostic forme un tout indissociable « *pouvant entraîner une réorganisation de l'ensemble du système pastoral en place avec des conséquences plus ou moins importantes sur le travail du berger, la conduite du troupeau, l'environnement, le multi-usage* » (p.95).

On cherche alors les mesures à prendre pour contrer le prédateur, mais, pas d'illusion : « *Le diagnostic vulnérabilité, /.../, vise ainsi à limiter les risques d'attaque ou à en limiter les effets, mais n'a pas pour prétention d'affranchir le système d'élevage du risque de prédation.* » (p.82). Le risque donc persiste. Rien ne le montre mieux que la situation des Alpes de Haute-Provence où « *95% des troupeaux attaqués en 2005 sont gardés en permanence* », on est loin de la vision que certains voudraient imposer de troupeaux à l'abandon, livrés aux griffes et aux crocs, et pourtant ... (p.132, note 1).

Là comme ailleurs, il ne suffit pas d'établir un diagnostic pour que, concrètement, la thérapie puisse être mise en œuvre ni ne produise ses effets.

Deux problèmes majeurs : le coût financier des mesures de protection, et les effets négatifs de ces mesures sur tous les acteurs concernés y compris ... le milieu naturel, ce qui est un paradoxe pour un « plan-loup » soi-disant justifié par la sauvegarde de ces milieux. Mais l'enfer, c'est connu, est pavé de bonnes intentions !

Premier problème, les finances. Même si des subventions existent, elles sont très loin de compenser les surcoûts auxquels oblige la présence du prédateur - hyper protégé, lui, rappelons-le. C'est un problème général pour tous les diagnostics : « *la complexité de leur mise en œuvre et le temps nécessaire, l'accompagnement technique indispensable à leur application pratique, les aménagements parfois coûteux qui en découlent ... sont autant d'éléments qui témoignent de la nécessité de moyens financiers conséquents* » (p.92).

Ainsi, sur l'alpage du Mont-Bertrand, dans les Alpes-Maritimes : « *le projet n'a pas été retenu par la commune à cause du coût global du projet; cependant, il n'existe pas d'autres alternatives satisfaisantes pour concilier la protection du troupeau et une bonne gestion pastorale de l'alpage; d'où la question de l'abandon de la montagne dans les années futures.*» (p. 102).

Second problème : lors même que les solutions techniques sont mises en œuvre, leurs conséquences sont négatives pour tous les acteurs ... sauf les loups. Elles posent problèmes aussi pour le milieu et ses autres usagers : « *impact sur la gestion des milieux naturels, confrontation avec les activités touristiques ou de chasse ...* » (p.91). Cela dans un contexte où cependant « *pour certains troupeaux où les moyens de protection sont mis en place sérieusement, la prédation ne baisse pas* » (p.128).

Quelques rapides citations, il faut tout lire en fait. Page 64, dans le Parc Naturel du Vercors : « *Les pratiques de protection généralement recommandées ont des répercussions négatives sur la conduite du système d'élevage, notamment la conduite de la reproduction et l'alourdissement du travail* ». A propos des patous, p. 123, ils peuvent « *être une gêne pour la bonne conduite du troupeau, en cassant le biais, ou en créant des conflits éventuels avec les chiens de conduite* ».

Quant à la pièce centrale des mesures de protection, le *parc de regroupement nocturne*, celui-là même que l'on présente dans les Pyrénées comme la panacée contre les attaques d'ours, il cumule les effets négatifs sur la charge de travail, l'organisation du pâturage, l'alimentation et l'état sanitaire des troupeaux, avec un impact environnemental négatif : « *piétinement excessif, érosion, voire surpâturage des parcours les plus proches. /.../ Le parcage implique parfois l'abandon de secteurs de pâturage trop éloignés ou difficilement accessibles* » (p. 133, mais idem p. 64, 71, 75-76, 88, 90, 97, 100, 106, 135, 153 etc...).

L. Garde, écologue et responsable scientifique du CERPAM, résume ainsi la situation créée par les parcs de pâturage : ils sont « *la principale cause de désorganisation du système pastoral, avec des répercussions sur l'état des animaux, l'état du milieu, l'état des hommes qui le mettent en œuvre* », p. 220 d'un article où il s'interroge sur de nouvelles techniques à inventer, et leur faisabilité concrète. Vrai travail de Sysyphe cependant comme le suggérait, nous l'avons vu, l'article de I. Mauz, et comme on en conclut à la lecture de l'ensemble de cet ouvrage.

L'on ne peut pas alors, après l'avoir fermé, ne pas se poser la question : loups, ours, le jeu en vaut-il la chandelle alors que ces carnivores ne sont espèces menacées ni au niveau mondial ni en Europe ? Le coût, non seulement financier, mais sur l'état des hommes et des troupeaux, sur l'économie pastorale en général, sur le milieu tel que ses autres usagers aiment le pratiquer, ce coût est-il bien en rapport avec ce que de nombreux analystes de la situation appellent des *espèces emblématiques* ? C'est d'ailleurs ce mot que l'on trouve dans la *Stratégie nationale pour la Biodiversité* que le Ministère de l'écologie et du développement durable fixait pour notre pays en février 2004 : « *Certaines valeurs culturelles de la biodiversité, liées par exemple à des usages locaux et à des connaissances traditionnelles de la faune et la flore, tendent à s'effacer du fait de l'évolution des modes de vie qui affaiblissent les liens entre l'homme et la nature. Cet éloignement crée à l'inverse un intérêt pour la nature, mais la diversité du vivant reste une notion complexe, souvent mal appréhendée, au-delà de l'attachement à certaines espèces emblématiques (dauphin, baleine, ours...).* »

(voir : [http://3dterritoires.free.fr/SPIP/IMG/pdf/Assemblee Nationale - Biodiversite.pdf](http://3dterritoires.free.fr/SPIP/IMG/pdf/Assemblee_Nationale_-_Biodiversite.pdf))

Ajoutons ceci : un article propose enfin des chiffres sûrs, obtenus selon une méthode scientifiquement irréprochable, sur les **attaques dues aux chiens**. Ces chiffres n'ont **rien à voir** avec ceux, jamais justifiés, que l'on trouve sur les sites militant en faveur du retour des grands prédateurs au milieu des troupeaux et des hommes, ou même dans les documents officiels. L'enquête a été conduite auprès de 195 éleveurs, dans trois Régions françaises, pour un total de 110 523 ovins. Résumé, p.30: « *Les taux de prédation s'établissent en moyenne à 0,25% par an, et les fréquences d'attaques à 0,10 attaque par troupeau et par an* ».



-----  
(\*) "Loup-Elevage. S'ouvrir à la complexité... Le point sur 4 années de recherche sur les systèmes d'élevage en montagnes méditerranéennes confrontés à la prédation" – Actes du séminaire technique des 15 et 16 juin 2006 Aix en Provence – Mars 2007. CERPAM. ISBN : 2-9510823-81 (CERPAM Route de la Durance 04100 MANOSQUE. Tél. 04 92 87 47 54. Prix : 25 euros, se renseigner pour frais de port)

## 2) – « L'EXEMPLE » ESPAGNOL ? ... UNE CATASTROPHE ECOLOGIQUE ET HUMAINE

**Dans les Pyrénées, montagnes humanisées depuis le néolithique, le problème que nous refusons au delà des ours importés, et des loups déjà là, est celui de l'ensauvagement du massif que suppose et/ou entraîne la présence de ces deux espèces sauvages.**

**Dans les Asturies, l'ours est fixé depuis longtemps dans des zones où l'élevage ovin et caprin n'est plus qu'une relique ; mais le loup y est une illustration de ce qui se produit lorsque des prédateurs sauvages et protégés arrivent dans des territoires non ensauvagés, où élevage et transhumance sont des activités économiques et humaines importantes.**

La présence de l'ours dans les Asturies est limitée à deux zones restreintes séparées entre elles : orientale et occidentale, respectivement 65 et 300 km<sup>2</sup>. Quant aux deux sites les plus célèbres: à *Somiedo*, l'élevage ovin et caprin a quasiment disparu (autour de 250 bêtes pour chacun des cheptels) et, à côté, la réserve intégrale de *Muniellos*, est interdite à toute activité, travaux de recherche exceptés ; les visites, limitées à 20 personnes par jour, y sont soumises à autorisation ministérielle.

Dans les Pyrénées, c'est sur des zones touristiques très fréquentées, où l'élevage ovin est resté dominant, que les ours ont été importés et ne sont pas du tout fixés, et que les loups arrivent contre qui les éleveurs n'auront aucun droit de défense.

Pour les ours asturiens, en novembre 2005, le biologiste Javier Naves dans une interview publiée par *La Nueva España* affirme deux faits:

- la difficulté à savoir le nombre exact d'animaux présents sur l'ensemble de la Cordillère Cantabrique, les chiffres se situant entre 80 et 120 bêtes ... grand écart !
- le consensus scientifique sur le nombre d'ours nécessaire pour que la population soit naturellement viable : « *des centaines d'ours sur des milliers de kilomètres carrés* ». Il en concluait alors logiquement que la population d'ours dans la Cordillère ne pouvait: « *être considérée viable* ».

Le paradoxe est alors le suivant :

- limitée à son chiffre actuel, « *il faut alors envisager d'avoir toujours cette population en « soins intensifs » sous assistance respiratoire, alimentaire, et en interchangeant les bêtes* » pour assurer la reproduction en évitant la consanguinité ;

- mais pour atteindre le chiffre minimum, « *je ne sais pas si nous avons l'espace suffisant. Où allons-nous les mettre ? Ils ne peuvent pas trouver place dans les Asturies* ».

(<http://www.lne.es/secciones/noticia.jsp?pNumEjemplar=1080&pIdSeccion=42&pIdNoticia=343015&pndiceNoticia=8>)

La question se pose notamment dès que l'on envisage la jonction entre les deux populations orientales et occidentales. Que peut-il advenir si le prédateur se répand sur des zones où il y a de nombreux troupeaux de chèvres et brebis ?

Ce qui se passe avec les loups sur ces mêmes montagnes asturiennes, depuis une dizaine d'années, est un précédent inquiétant. Au point que le Président lui-même du Fonds pour la Protection des Animaux Sauvages de l'Espagne (FAPAS), Roberto Hartasánchez, peut écrire ceci dans un récent article:

« *Il y a presque 20 ans (15 décembre 1986), nous publions une note d'information sur les loups dans les Picos de Europa. /Il y soulignait notamment/ que si le loup colonisait le versant nord des Picos, un territoire modelé tout au long des siècles par une culture millénaire de pâturage ovin et caprin liée à la fabrication de fromages, et où n'existait qu'un nombre très limité de proies sauvages, se produirait alors un grave déséquilibre, non seulement socioéconomique mais aussi écologique que nous n'hésitions pas à qualifier de "désastre".*

*Nous disions /que ce versant/ ne remplissait pas les conditions pour que les loups y existent, et que par conséquent, les habitants, les associations de conservation et l'Administration devaient travailler en commun et*

*honnêtement pour éviter que ne se reproduisent /les dommages dus aux loups qui venaient d'avoir lieu/.*

*Dix ans plus tard, dans le Bulletin de mars 1996, nous insistions sur cette question et exposions la nécessité d'une gestion du loup qui, en accord avec la réalité agro-écologique et historique d'un territoire lié au pastoralisme laitier et aux petits ruminants, empêcherait l'installation permanente des loups sur le versant nord du massif. Les réactions des groupes pro-loups et des conservationnistes urbains ne se firent pas attendre et aussitôt on nous accusa d'être "un tueur de loup" dans les Picos de Europa.*

*Le temps passant, et devant le laisser faire des administrations successives en charge de l'environnement qui, comme c'était si bien parti, ne voyaient pas d'un mauvais oeil la colonisation par les loups d'un territoire contrôlé depuis des siècles par le pastoralisme, ceux-ci ont fini par s'établir et se reproduire non seulement sur le versant maritime des Picos mais aussi, récemment, dans la Sierra pré-littorale du Cuera.*

*La présence permanente des loups dans ce territoire a coïncidé dans le temps avec la quasi disparition des troupeaux ovins et caprins à vocation laitière qui réalisaient une transhumance courte depuis la côte ou les vallées intérieures jusqu'aux cols des Picos ou du Cuera. Cette pratique s'avérait fondamentale non seulement pour l'économie du territoire mais, plus encore, pour le maintien des pâturages alpins et de l'écosystème de montagne» . (voir : <http://www.fapas.es/proyectos/tecnicos/lobo-revista-iris.htm>)*

Il suffit de feuilleter sur internet les hémérothèques de *El comercio digital*, *La Nueva España*, ou autres journaux asturiens, en tapant *lobos* dans le *buscador*, pour trouver, chaque mois, des dizaines d'articles relatant les dégâts dus aux loups, qui vont jusqu'à attaquer des veaux à l'intérieur des étables de village pendant que les camions de ramassage viennent charger le lait au petit matin.

Comme en France avec les ours dans les Pyrénées et les loups dans les Alpes, la stratégie du Ministère de l'Environnement consiste d'abord à nier les attaques et suspecter les éleveurs, les pertes sont alors attribuées par les gardes à des chiens redevenus sauvages, jusqu'au moment où la situation fait que les loups ne peuvent plus être niés. Un exemple très récent, en trois actes :

1) – 1<sup>o</sup> juin 2007 : douze éleveurs de la vallée de Loredo chiffrent à 24.000 euros les pertes dues aux attaques de loups depuis quelques mois. A la quantité de viande mangée, ils pensent qu'il y en a plus de deux. La colère monte. La Ministre de l'Environnement n'accepte pas ces propos : « *les gardes, bien qu'ils fréquentent souvent la zone où les éleveurs situent les attaques, n'ont jamais trouvé d'indice de la présence des loups.* »

[http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070601/cuencas/ganaderos-cifran-euros-danos\\_20070601.html](http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070601/cuencas/ganaderos-cifran-euros-danos_20070601.html)

2) – 16 juin 2007 : troisième attaque de la semaine dans la vallée de Loredo, sur une zone peu accessible, un poulain mort et pratiquement dévoré. Pour les gardes venus « *réaliser une inspection oculaire, il est possible que l'attaque soit due à un loup* », mais sans certitude. Les éleveurs agacés indiquent alors que « *ils sont fatigués des ambiguïtés alors que les soi-disant experts ne sont pas capables de faire la différence entre des loups ou des chiens redevenus sauvages.* » Ils annoncent qu'ils participeront à la manifestation prévue le 22 juin devant le Ministère.

[http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070616/cuencas/guarderia-indicios-ataque-lobos\\_20070616.html](http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070616/cuencas/guarderia-indicios-ataque-lobos_20070616.html)

3) – 23 juin 2007 : « *Après avoir passé trois mois sans reconnaître que les loups étaient bien présents dans la vallée de Loredo, le même jour où les éleveurs manifestaient à Oviedo, les gardes ont confirmé hier la mort d'une femelle dans une battue et le tir d'un autre spécimen, lundi, sans que sa mort puisse être constatée. La traque a eu lieu aux alentours de 8h 30 du matin, et les gardes ont été chargés de cette mission /cette phrase est codée, elle signifie que l'on n'a pas proposé d'associer les éleveurs à la battue alors qu'ils réclament sans cesse ce droit, sous tutelle des gardes/. La bête a été repérée dans la vallée de San Pedro, sur le territoire de Loredo. L'autre exemplaire, un adulte, a réussi à s'enfuir sans que l'on se rende compte de son état* »

[http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070623/cuencas/abatida-hembra-loredo\\_20070623.html](http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070623/cuencas/abatida-hembra-loredo_20070623.html)

Très étrange l'effet des manifestations sur les loups espagnols!

Plus sérieusement, en septembre 2003, une étude de Jaime Izquierdo Vallina, téléchargeable à partir de <http://www.fapas.es/pastoreo.htm> a mis en évidence comment l'arrivée du prédateur sur des territoires nouveaux et humanisés, sans droit de le chasser, bouleversait totalement non seulement le pastoralisme et la vie des éleveurs, mais la biodiversité du milieu que l'on prétend préserver en laissant s'y fixer le fauve:

« *Ce processus entraîne une simplification de la diversité biologique et une dérive générale de l'écosystème qui se traduit par une plus grande sensibilité aux risques d'incendie.* » (L'auteur vient d'être chargé par le Gouvernement Central d'une mission d'expertise sur le pastoralisme espagnol)

Conséquences graves aussi pour le développement durable : les éleveurs de la zone travaillent à relancer des races d'élevage autochtones et rustiques (chèvres, brebis, vaches, chevaux) liées à des modes d'élevage extensifs, non industriels, non polluants, en phase avec ce que les Espagnols appellent « agriculture écologique » et que nous appelons, nous : « biologique » (voir l'article : « *Production biologique de viande et races autochtones, nouvelles options* »

([http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070321/asturias/produccion-ecologica-carne-razas\\_20070321.html](http://www.elcomerciodigital.com/prensa/20070321/asturias/produccion-ecologica-carne-razas_20070321.html))

Or, le caractère rustique de ces races, pour être vraiment mis en valeur, demande qu'elles soient libres de gérer elles-mêmes leur propre utilisation des montagnes. Comme l'indique un article publié par la FAO sur l'une des ces races, la chèvre *bermeya*, lorsque le berger est présent, il « *accompagne* » simplement les bêtes. Mais, en général: « *Le pâturage s'effectue en totale liberté durant la majeure partie de l'année.* »

(<http://www.fao.org/docrep/006/y4924t/y4924t0a.htm>.)

Là encore, l'arrivée des loups est non seulement catastrophique pour ces races d'élevage, elle produit même l'effet inverse à celui attendu : chèvres et brebis rustiques sont traitées pour la fabrication du fromage, ou élevées uniquement pour la viande ; écoeurés et découragés par les prédateurs, l'impossibilité de se défendre, la mauvaise foi du Ministère en charge de l'environnement, les difficultés rencontrées lors des expertises, la lenteur du versement des indemnités, nombre d'éleveurs abandonnent la transhumance, les races rustiques, et gardent à l'étable des vaches, selon les procédures industrielles étrangères à cette agriculture « écologique », dont les défenseurs du sauvage se disent en général adeptes.

Conséquence : comme le soulignait Hartasánchez, les pâturages ne sont plus entretenus, la flore s'appauvrit, le *matorral* (broussailles, buissons) gagne, proie pour les incendies, perte de la valeur alimentaire des pâturages, moins de bêtes encore puisque moins de pâtures, donc plus de *matorral*, donc moins de bêtes encore ... le cycle de l'ensauvagement n'est plus enclenché, il est en plein développement, il est là, il triomphe.

La résistance des éleveurs est cependant impressionnante, c'est une autre histoire trop longue à raconter.

**Ensauvagement des montagnes, perte de biodiversité dans la flore et les races d'élevage, montagnes humaines devenues des déserts**, si c'est cela que l'on veut pour nous, dans les Pyrénées, qu'on ne fasse perdre de temps à personne: dites-le nous tout de suite, on créera partout des musées du pastoralisme où les ex-éleveurs, déguisés en Indiens, chanteront les refrains d'antan, tandis que le public, transporté, leur jettera des piécettes.

Comme au zoo, des cacahuètes aux singes.

---